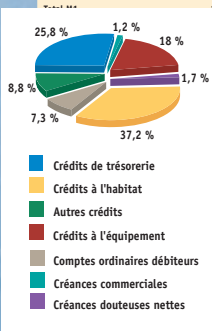




## Bulletin trimestriel

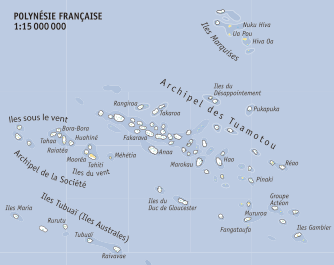
# Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
M1	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
Circulation fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	196 908	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPI	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
M2	17 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
M3	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
M4	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
M5	-	368	760	368	392	-	106,6 %
M6	08 539	325 220	378 998	16 680	53 778	5,4 %	16,5 %
M7	94 903	197 245	168 135	2 342	- 29 111	1,2 %	- 14,8 %
M8	173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 135 - Statistiques au 30/06/2008

POLYNÉSIE FRANÇAISE  
1:15 000 000



Polynésie française

L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- **L'émission des signes monétaires ;**
- **Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- **Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc...) ;
- **La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- **La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer;
- **L'établissement de la balance des paiements de la Polynésie française**, conjointement avec la Banque de France.

## Sommaire

<b>Synthèse</b>	<b>4</b>
<b>Annexes</b>	<b>7</b>
<b>Méthodologie</b>	<b>7</b>
<b>1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire</b>	<b>8</b>
1.1 La masse monétaire	8
1.2 La circulation fiduciaire	8
1.3 Les contreparties de la masse monétaire	9
<b>2. Les avoirs financiers des agents économiques</b>	<b>10</b>
2.1 Les avoirs des ménages	11
2.2 Les avoirs des sociétés	12
2.3 Les avoirs par nature	13
<b>3. L'endettement des agents économiques</b>	<b>14</b>
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit	14
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux	18
<b>4. Le financement des crédits bancaires</b>	<b>20</b>
4.1 L'équilibre emplois- ressources	20
4.2 Le réescompte	20
<b>5. Les engagements sectoriels</b>	<b>20</b>
<b>6. Les indicateurs de vulnérabilité</b>	<b>21</b>
6.1 Les indicateurs globaux	21
6.2 La vulnérabilité des ménages	21
6.3 La vulnérabilité des entreprises	22
<b>7. Les échanges de valeurs</b>	<b>22</b>
<b>8. Rappel des taux</b>	<b>23</b>
8.1 Les taux règlementés	23
8.2 Les principaux taux de marché	23
8.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises	23
8.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers	23
8.5 Taux de l'usure	23

### Evolution monétaire et financière internationale

La conjoncture financière internationale est restée tendue au second trimestre 2008. De grands établissements bancaires ont annoncé de nouvelles dépréciations d'actifs qui ont contraint certains d'entre eux à lancer d'importantes recapitalisations pour maintenir leur solvabilité.

La poursuite de la crise financière a poussé les autorités américaines à soutenir des établissements en difficulté, notamment les deux organismes spécialisés dans le refinancement hypothécaire par la définition mi juillet d'un plan de redressement qui autorise notamment le Trésor américain, jusqu'à la fin 2009, à acheter des actions de ces deux sociétés ou à accroître leurs lignes de crédit.

Parallèlement, la Réserve Fédérale américaine (FED) a maintenu à 2 % son principal taux directeur depuis la dernière baisse intervenue le 30 avril 2008, mettant ainsi fin, au moins provisoirement, à un cycle de baisse initié en septembre 2007.

La Banque Centrale Européenne a, de son côté, relevé ses taux directeurs de 25 points de base le 3 juillet 2008 pour lutter contre des pressions inflationnistes inédites depuis plus de quinze ans et des risques accrus sur la stabilité des prix à moyen terme.

En effet, le cours du pétrole, tiré par la demande des pays émergents, a atteint son plus haut mi juillet à 147 \$ le baril, soit une progression de près de 50 % depuis le début de l'année 2008, et les matières premières alimentaires ont suivi la même tendance. Cette hausse du pétrole s'est intégralement répercutée sur les prix à la consommation en Europe dans la mesure où l'euro a cessé de s'apprécier face au dollar pour se stabiliser autour de 1,58 \$.

### L'inflation polynésienne freine la consommation des ménages

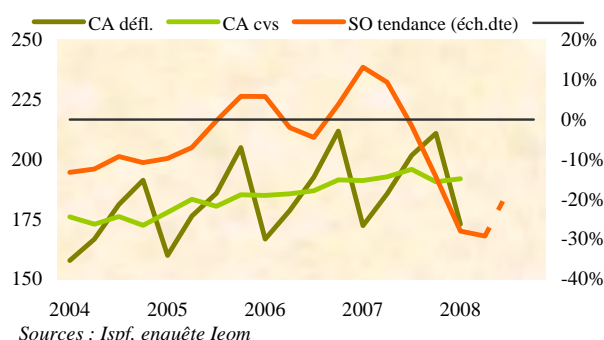
En Polynésie française, la poussée inflationniste s'est poursuivie au cours du deuxième trimestre 2008. A la suite des ajustements à la hausse des prix administrés intervenus en juillet, l'indice des prix à la consommation s'est inscrit en hausse de 4,4 % en

rythme annuel et de 2,1 % sur le seul mois de juillet. L'enchérissement du coût de l'énergie a fortement influé sur l'évolution de l'indice des prix polynésien. En effet, sur le mois, les tarifs de l'électricité et du gaz ont fortement augmenté (+11%), ainsi que le prix des carburants pour véhicules personnels (+19%).

La baisse du pouvoir d'achat des ménages constitue un frein à leur consommation. En rythme annuel, les importations de produits alimentaires ont stagné et celles de biens d'équipement ménagers se sont contractées de 27,7%. Les difficultés du marché automobile observées en début d'année ont perduré, avec un recul des immatriculations de véhicules neufs de 3,9% sur les cinq premiers mois de 2008 cumulés.

Les dirigeants d'entreprises interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEOM, ont fait part d'un certain pessimisme à l'égard de la situation économique présente et sur son évolution à court terme. Leur inquiétude se porte notamment sur le ralentissement de leur activité au deuxième trimestre 2008.

### Activité : chiffre d'affaires et soldes d'opinions



Malgré cela, l'investissement des entreprises est resté soutenu, comme en témoigne l'augmentation des importations de biens d'équipement, de 7,5% entre juin 2007 et juin 2008. Néanmoins, les témoignages de l'enquête de conjoncture laissent à penser que la tendance pourrait s'inverser prochainement car les entreprises interrogées ont évoqué des réticences dans leurs velléités d'investissement ultérieures.

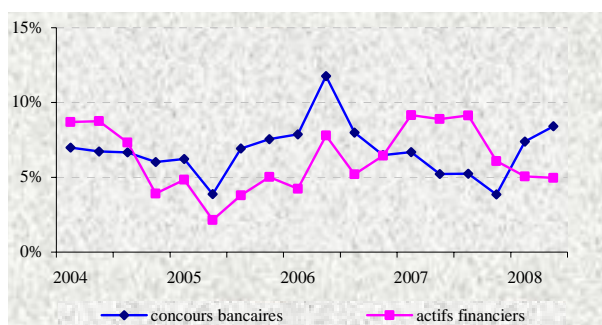
## Endettement plus soutenu des agents économiques

Conformément au premier trimestre 2008, l'endettement des agents économiques polynésiens a augmenté plus rapidement que leur épargne au 30 juin 2008, en glissement annuel. En raison de la baisse de leur pouvoir d'achat, les agents économiques connaissent plus de difficultés à augmenter leur épargne et sollicitent les banques pour financer leur consommation.

Pour leur part, les dépôts à vue ont enregistré une hausse de leur encours en l'espace d'un an, passant de 137,7 à 141,5 milliards de F CFP fin juin 2008 (+ 2,7 %).

Par ailleurs, les épargnants polynésiens ont maintenu leur confiance dans les produits d'assurance-vie (+ 6,2 %). En revanche, ils sont demeurés plus réticents à placer leurs revenus dans les plans d'épargne logement (- 1,8 %), les portefeuilles de titres (- 31,9 %) ainsi que dans les OPCVM non monétaires (- 31 %), moins rémunérateurs.

### Evolution en glissement annuel



## Epargne : bonne tenue des dépôts à terme et de l'assurance-vie

Au second trimestre 2008, l'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques polynésiens a représenté un volume de 473,7 milliards de F CFP. L'épargne s'est accrue à un rythme moins rapide qu'il y a un an (+ 5 %, contre + 8,9 % en juin 2007).

L'épargne des ménages a augmenté de 2,9 % et celle des sociétés de 9,6 % en l'espace d'un an. Les dépôts à terme ont toujours les faveurs de ces agents économiques (respectivement + 22,9 % et + 21,8 %). A l'inverse, l'encours des comptes sur livrets ne cesse de diminuer (- 8,8 % sur l'année).

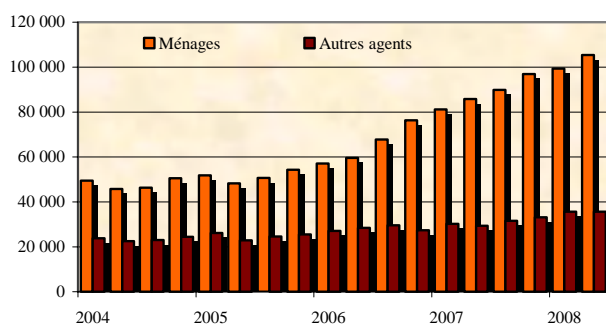
## Crédits : poursuite de l'investissement des agents économiques

Avec un encours global de 544 milliards de F CFP au 30 juin 2008, les crédits accordés par les établissements de crédit de la place se sont inscrits en hausse de 8,4 %, sur un rythme annuel plus rapide que celui de juin 2007 (+ 5,2 %).

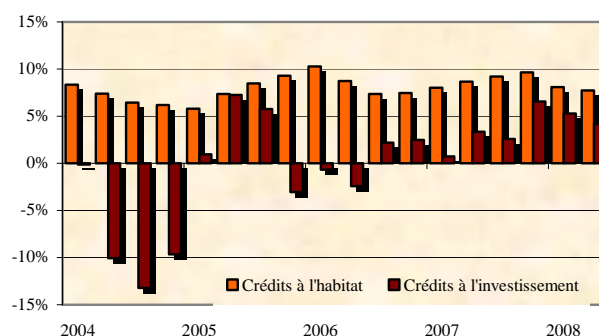
Les ménages continuent à s'endetter pour devenir propriétaires de leurs logements ou procéder à des aménagements. Les crédits à l'habitat des ménages (58 % de leur encours) sont passés de 136,3 à 146,8 milliards de F CFP en juin 2008, soit + 7,7 % en un an. Toutefois, le rythme de progression de leur encours s'est nettement ralenti depuis le début de l'année 2008. Aussi, pour stimuler l'investissement des ménages et l'activité dans la construction, deux dispositifs d'aide au logement à intérêts bonifiés ont été rétablis pour une durée de six mois, le prêt à l'habitat bonifié (PHB) et le prêt à l'aménagement bonifié (PAB).

Les crédits d'investissement des entreprises se sont également accrus, de l'ordre de 4,2 % en rythme annuel. En revanche, un repli de leur encours a été constaté sur les trois derniers mois (- 0,8 %), confirmant le ralentissement observé au cours des six premiers mois de l'année.

### Encours des comptes à terme (en millions de F CFP)

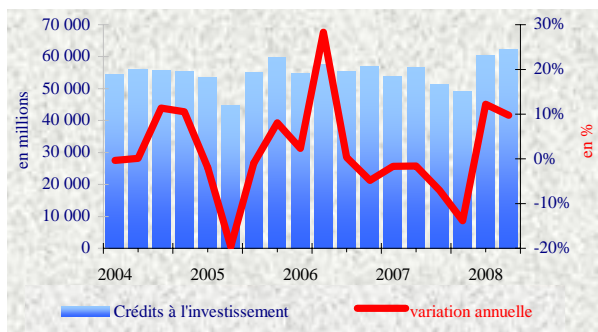


### Crédits d'investissement des ménages et des entreprises (croissance en glissement annuel)



Sur le second trimestre 2008, les autorités locales ont poursuivi leurs efforts d'investissement public afin de relancer l'économie. Ainsi, l'encours de crédits d'équipement des collectivités locales a progressé de 9,7 % entre juin 2007 et juin 2008, atteignant 62,1 milliards de F CFP à la fin du second trimestre 2008.

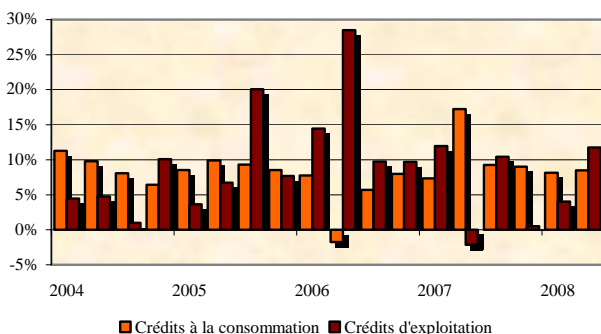
## Evolution des crédits d'investissement des collectivités locales



Les besoins de trésorerie des entreprises se sont accrus au cours du deuxième trimestre 2008. Elles ont sollicité de manière plus soutenue des crédits de trésorerie (+ 13,1 % en glissement annuel) et ont également eu un recours plus important à leurs découverts bancaires (+ 9,8 %).

Dans un contexte de poussée inflationniste amoindrissant leur pouvoir d'achat, les crédits à la consommation des ménages ont continué à progresser, leur encours est passé de 89,2 milliards de F CFP en juin 2007 à 96,7 milliards en juin 2008 (+ 8,5 %).

## Crédits à la consommation des ménages et crédits d'exploitation des entreprises (croissance en glissement annuel)



En matière de sinistralité, le taux de créances douteuses brutes de l'ensemble des agents économiques s'est établi à 4,8 % à fin juin 2008, contre 5,3 % il y a un an. En outre, les créances douteuses nettes ont connu une diminution par rapport à juin 2007 (- 4 %), concernant surtout les entreprises (- 8,6 %).

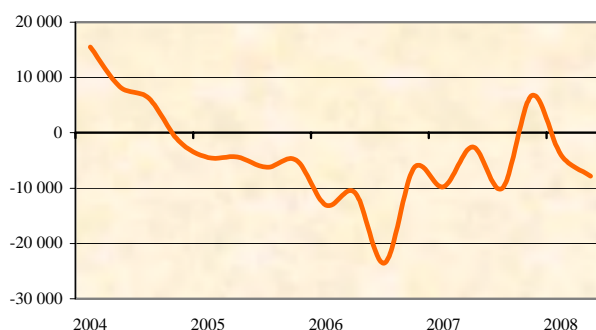
## Dégradation de la position extérieure nette du système bancaire par rapport à juin 2007.

La masse monétaire M3 a continué de s'accroître au deuxième trimestre 2008 (+ 8 % en rythme annuel), portée par la vigueur des dépôts à terme (+ 23,3 % en glissement annuel) ainsi que par la progression des dépôts à vue (+ 2,7 %).

S'agissant des contreparties de la masse monétaire, les engagements hors zone du système bancaire ont crû de 25,3 % entre juin 2007 et juin 2008, s'élevant à 103,4 milliards de F CFP. Dans le même temps, les avoirs hors zone d'émission ont progressé de 19,5 %, atteignant 95,6 milliards de F CFP à fin juin 2008.

La position extérieure nette s'est donc dégradée en l'espace d'un an : de - 2,6 milliards de F CFP au 30 juin 2007, elle est passée à - 7,8 milliards de F CFP en juin 2008.

## Position extérieure nette du système bancaire (en millions de F CFP)



### **1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement**

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local.

Le Trésor est assimilé à un établissement local.

### **2) Les actifs financiers**

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors de la collectivité.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels. Les sociétés correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

### **3) Les passifs financiers**

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux.

Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans la collectivité sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

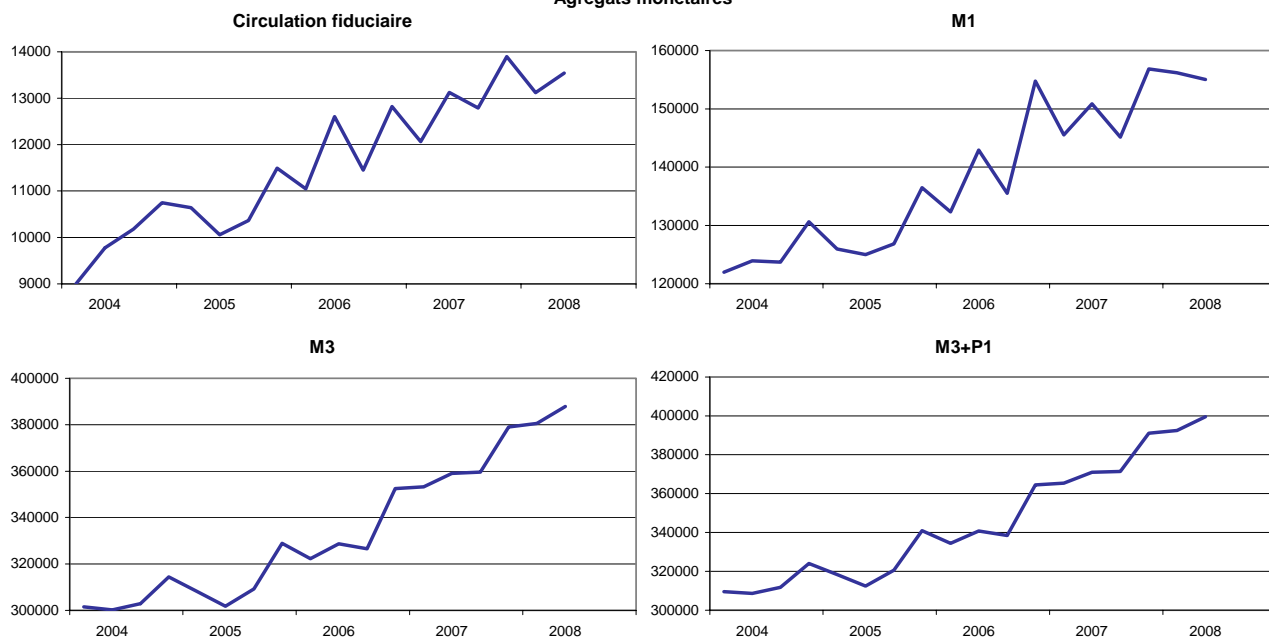
# 1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire

## 1.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF										Variations	
	juin-03	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	1 trim	1 an	
Circulation fiduciaire	9 353	9 777	10 058	12 603	13 124	12 788	13 899	13 119	13 541	3,2%	3,2%	
Billets	7 839	8 200	8 412	10 869	11 299	10 940	12 003	11 225	11 638	3,7%	3,0%	
Pièces	1 514	1 577	1 646	1 734	1 825	1 848	1 896	1 894	1 903	0,5%	4,3%	
Dépôts à vue	100 952	114 120	114 938	130 286	137 715	132 364	142 932	143 048	141 450	-1,1%	2,7%	
<b>TOTAL M1</b>	<b>110 305</b>	<b>123 897</b>	<b>124 995</b>	<b>142 889</b>	<b>150 839</b>	<b>145 152</b>	<b>156 831</b>	<b>156 167</b>	<b>154 991</b>	<b>-0,8%</b>	<b>2,8%</b>	
M2-M1	70 162	79 819	79 201	75 886	69 064	67 379	67 731	66 993	63 044	-5,9%	-8,7%	
Comptes sur livrets	69 974	79 599	78 943	75 624	68 843	67 167	67 524	66 776	62 827	-5,9%	-8,7%	
Comptes épargne logement	188	220	258	262	220	212	207	217	217	0,1%	-1,6%	
<b>TOTAL M2</b>	<b>180 467</b>	<b>203 716</b>	<b>204 197</b>	<b>218 775</b>	<b>219 903</b>	<b>212 531</b>	<b>224 562</b>	<b>223 160</b>	<b>218 035</b>	<b>-2,3%</b>	<b>-0,8%</b>	
M3-M2	106 129	96 507	97 576	109 981	139 129	147 094	154 523	157 408	169 839	7,9%	22,1%	
Dépôts à terme	84 950	71 609	74 382	96 855	128 250	136 752	143 963	147 197	158 113	7,4%	23,3%	
Titres de créance négociables	8 864	8 995	10 405	3 097	2 662	2 623	2 489	2 281	1 687	-26,0%	-36,6%	
Bons de caisse	12 316	15 903	12 789	10 028	8 217	7 720	8 072	7 931	10 040	26,6%	22,2%	
<b>Total M3</b>	<b>286 597</b>	<b>300 223</b>	<b>301 772</b>	<b>328 756</b>	<b>359 032</b>	<b>359 625</b>	<b>379 085</b>	<b>380 569</b>	<b>387 874</b>	<b>1,9%</b>	<b>8,0%</b>	
P1	6 187	8 414	10 619	11 979	11 913	11 788	11 962	11 991	11 699	-2,4%	-1,8%	
Plans d'épargne logement	6 187	8 414	10 619	11 979	11 913	11 788	11 962	11 991	11 699	-2,4%	-1,8%	
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
<b>M3+P1</b>	<b>292 784</b>	<b>308 637</b>	<b>312 391</b>	<b>340 735</b>	<b>370 945</b>	<b>371 413</b>	<b>391 047</b>	<b>392 559</b>	<b>399 573</b>	<b>1,8%</b>	<b>7,7%</b>	

## 1.2 La circulation fiduciaire

### Agrégats monétaires



Emissions de pièces	Montants en millions de XPF										Variations	
	juin-03	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	1 trim	1 an	
<b>En nombre</b>	<b>127 118 197</b>	<b>138 368 334</b>	<b>62 728 358</b>	<b>152 058 700</b>	<b>158 759 649</b>	<b>159 862 184</b>	<b>162 455 023</b>	<b>164 072 183</b>	<b>165 786 220</b>	<b>1,0%</b>	<b>4,4%</b>	
100 F CFP	7 982 530	8 539 125	8 961 194	9 474 738	10 010 271	10 168 779	10 484 780	10 413 534	10 429 798	0,2%	4,2%	
50 F CFP	3 468 554	3 736 251	8 961 194	4 054 544	4 231 049	4 289 051	4 414 800	4 426 050	4 470 302	1,0%	5,7%	
20 F CFP	9 161 184	9 905 392	8 961 194	10 668 471	11 228 989	11 269 242	11 466 243	11 480 495	11 587 021	0,9%	3,2%	
10 F CFP	12 583 760	13 676 480	8 961 194	14 898 495	15 581 965	15 769 462	16 016 957	16 154 958	16 252 474	0,6%	4,3%	
5 F CFP	14 105 137	15 504 924	8 961 194	17 173 767	17 983 775	18 150 977	18 382 577	18 598 978	18 787 009	1,0%	4,5%	
2 F CFP	33 024 305	36 624 264	8 961 194	40 248 339	41 973 339	42 464 411	43 019 410	43 522 912	44 023 473	1,2%	4,9%	
1 F CFP	46 792 727	50 381 898	8 961 194	55 540 346	57 750 261	57 750 262	58 670 256	59 475 256	60 236 143	1,3%	4,3%	
<b>En millions de F CFP</b>	<b>1 464</b>	<b>1 577</b>	<b>1 685</b>	<b>1 734</b>	<b>1 825</b>	<b>1 848</b>	<b>1 895</b>	<b>1 893</b>	<b>1 903</b>	<b>0,5%</b>	<b>4,3%</b>	
100 F CFP	798	854	896	947	1 001	1 017	1 048	1 041	1 043	0,2%	4,2%	
50 F CFP	173	187	448	203	212	214	221	221	224	1,0%	5,7%	
20 F CFP	183	198	179	213	225	225	229	230	232	0,9%	3,2%	
10 F CFP	126	137	90	149	156	158	160	162	163	0,6%	4,3%	
5 F CFP	71	78	45	86	90	91	92	93	94	1,0%	4,5%	
2 F CFP	66	73	18	80	84	85	86	87	88	1,2%	4,9%	
1 F CFP	47	50	9	56	58	58	59	59	60	1,3%	4,3%	



## Conjoncture financière et bancaire

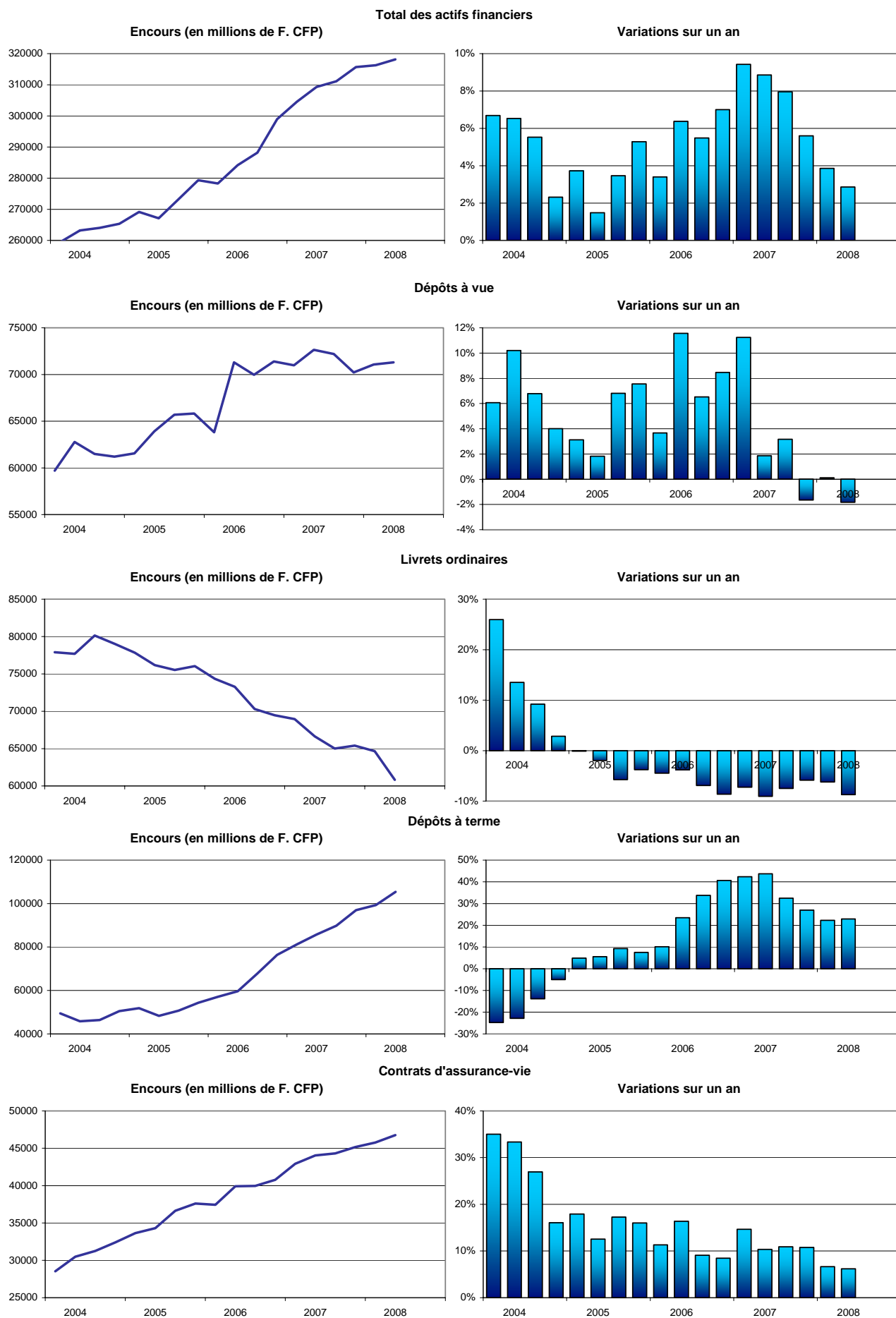
Emissions de billets	Montants en millions de XPF										Variations	
	juin-03	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	1 trim	1 an	
<b>En nombre</b>	<b>4 048 402</b>	<b>4 654 356</b>	<b>4 915 501</b>	<b>5 526 491</b>	<b>5 841 375</b>	<b>6 019 995</b>	<b>6 494 692</b>	<b>6 280 105</b>	<b>6 283 546</b>	<b>0,1%</b>	<b>7,6%</b>	
10 000 F CFP	599 451	639 627	747 499	936 397	945 295	964 128	1 058 947	995 495	982 510	-1,3%	3,9%	
5 000 F CFP	437 972	539 900	536 717	554 281	532 155	539 946	634 538	550 092	509 184	-7,4%	-4,3%	
1 000 F CFP	1 953 772	2 356 181	2 488 808	2 786 600	2 996 424	3 108 421	3 324 523	3 237 435	3 271 268	1,0%	9,2%	
500 F CFP	1 057 207	1 118 648	1 142 477	1 249 213	1 367 501	1 407 500	1 476 684	1 497 083	1 520 584	1,6%	11,2%	
<b>En millions de F CFP</b>	<b>10 667</b>	<b>12 011</b>	<b>13 219</b>	<b>15 547</b>	<b>15 794</b>	<b>16 153</b>	<b>17 825</b>	<b>16 691</b>	<b>16 403</b>	<b>-1,7%</b>	<b>3,9%</b>	
10 000 F CFP	5 995	6 396	7 475	9 364	9 453	9 641	10 589	9 955	9 825	-1,3%	3,9%	
5 000 F CFP	2 190	2 700	2 684	2 771	2 661	2 700	3 173	2 750	2 546	-7,4%	-4,3%	
1 000 F CFP	1 954	2 356	2 489	2 787	2 996	3 108	3 325	3 237	3 271	1,0%	9,2%	
500 F CFP	529	559	571	625	684	704	738	749	760	1,6%	11,2%	

### 1.3 Les contreparties de la masse monétaire

Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de XPF										Variations	
	juin-03	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	1 trim	1 an	
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>75 505</b>	<b>73 455</b>	<b>85 300</b>	<b>95 983</b>	<b>105 784</b>	<b>100 910</b>	<b>117 888</b>	<b>122 781</b>	<b>123 314</b>	<b>0,4%</b>	<b>16,6%</b>	
Institut d'émission	17 539	17 380	19 012	23 553	25 797	28 202	30 437	29 271	27 738	-5,2%	7,5%	
Etablissements de crédit	57 966	56 075	66 289	72 431	79 988	72 708	87 452	93 509	95 576	2,2%	19,5%	
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>5 312</b>	<b>5 645</b>	<b>5 579</b>	<b>8 782</b>	<b>9 031</b>	<b>7 001</b>	<b>6 019</b>	<b>8 624</b>	<b>8 788</b>	<b>1,9%</b>	<b>-2,7%</b>	
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>205 780</b>	<b>221 118</b>	<b>210 892</b>	<b>223 990</b>	<b>244 223</b>	<b>251 714</b>	<b>255 178</b>	<b>249 163</b>	<b>255 773</b>	<b>2,7%</b>	<b>4,7%</b>	
Concours de caractère bancaire des EC locaux	295 586	327 892	354 875	392 737	412 918	419 929	429 326	435 616	448 762	3,0%	8,7%	
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	89 806	106 774	143 982	168 746	168 695	168 215	174 148	186 452	192 990	3,5%	14,4%	
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	27 038	26 019	26 944	30 499	32 685	33 379	32 301	32 206	34 127	6,0%	4,4%	
Provisions sur créances douteuses	10 580	11 031	12 286	13 403	15 043	15 892	14 782	15 369	15 520	1,0%	3,2%	
Engagements hors zone d'émission	35 929	47 735	70 664	83 262	82 554	82 744	80 723	97 474	103 405	6,1%	25,3%	
Epargne contractuelle	6 187	8 419	10 620	11 979	11 913	11 788	11 962	11 991	11 699	-2,4%	-1,8%	
Divers	10 071	13 570	23 468	29 603	26 501	24 413	34 380	29 412	28 238	-4,0%	6,6%	
<b>Total M3</b>	<b>286 597</b>	<b>300 218</b>	<b>301 771</b>	<b>328 756</b>	<b>359 038</b>	<b>359 625</b>	<b>379 085</b>	<b>380 569</b>	<b>387 874</b>	<b>1,9%</b>	<b>8,0%</b>	
<b>Position extérieure nette</b>	<b>22 037</b>	<b>8 339</b>	<b>-4 375</b>	<b>-10 831</b>	<b>-2 566</b>	<b>-10 036</b>	<b>6 728</b>	<b>-3 965</b>	<b>-7 829</b>	<b>97,5%</b>	<b>205,1%</b>	

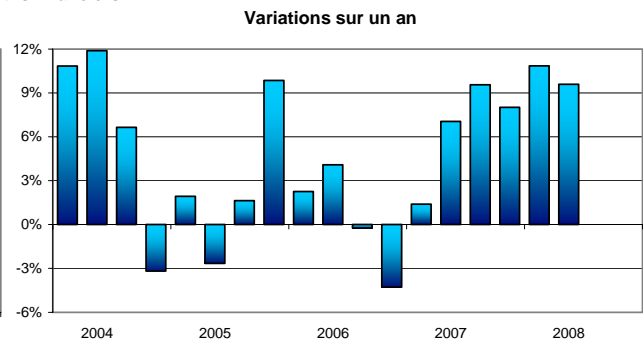
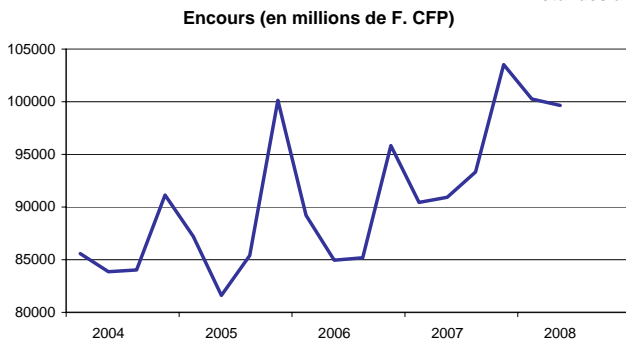


## 2.1 Les avoirs des ménages

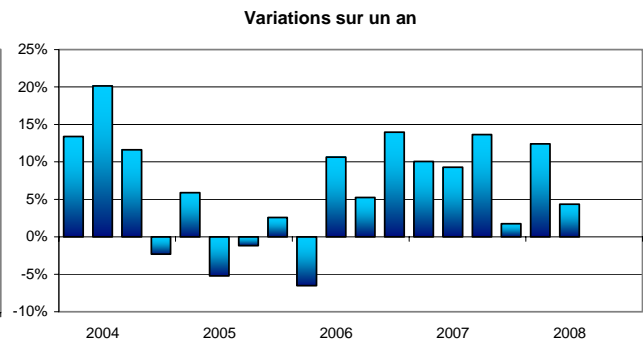
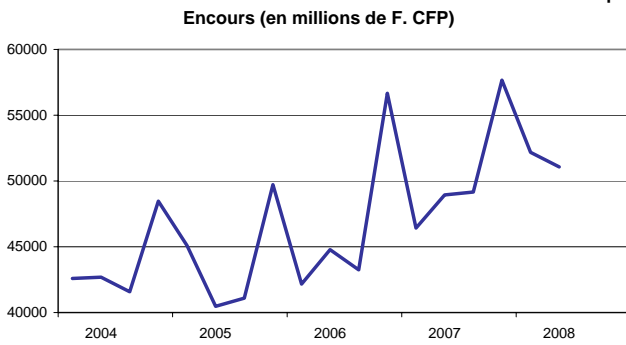


## 2.2 Les avoirs des sociétés

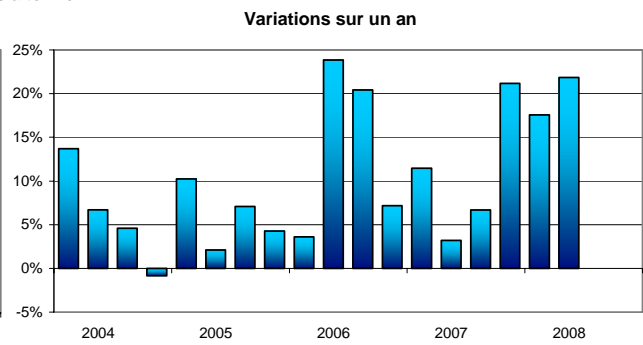
### Total des actifs financiers



### Dépôts à vue



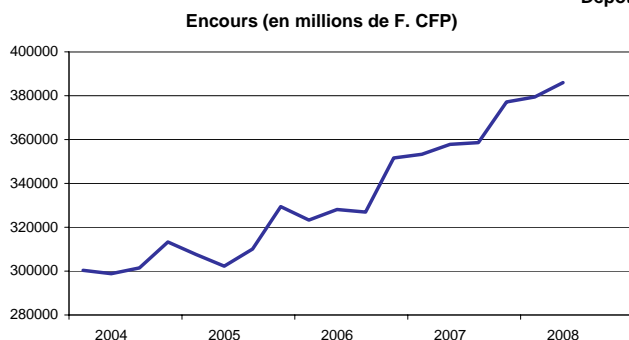
### Dépôts à terme



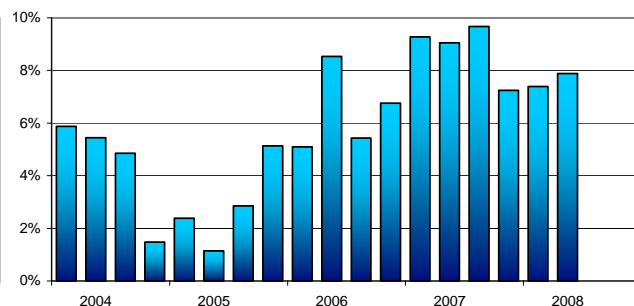
## 2.3 Les avoirs par nature

Actifs par nature	Montants en millions de XPF										Variations	
	juin-03	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	1 trim	1 an	
<b>Dépôts locaux</b>	283 431	298 860	302 279	328 075	357 778	358 584	377 104	379 394	385 981	1,7%	7,9%	
Dépôts à vue	100 952	114 120	114 938	130 286	137 715	132 364	142 932	143 048	141 450	-1,1%	2,7%	
Comptes d'épargne à régime spécial	76 349	88 233	89 765	87 808	80 934	79 126	79 649	78 937	74 692	-5,4%	-7,7%	
Livrets ordinaires	69 305	78 918	77 903	75 181	68 785	67 061	67 439	66 589	62 722	-5,8%	-8,8%	
Comptes d'épargne logement	188	220	258	262	220	212	207	217	217	0,1%	-1,6%	
Plans d'épargne logement	6 187	8 414	10 619	11 979	11 913	11 788	11 941	11 991	11 699	-2,4%	-1,8%	
Dépôts à terme	84 950	71 609	74 382	96 855	128 250	136 752	143 963	147 197	158 113	7,4%	23,3%	
Bons de caisse	12 316	15 903	12 789	10 028	8 217	7 720	8 072	7 931	10 040	26,6%	22,2%	
Titres de créances négociables	8 864	8 995	10 405	3 097	2 662	2 623	2 489	2 281	1 687	-26,0%	-36,6%	
<b>Epargne hors zone d'émission</b>	62 734	77 614	82 275	86 418	93 565	93 968	90 564	89 095	87 737	-1,5%	-6,2%	
Actions	2 120	2 402	2 665	2 717	3 212	3 021	2 855	2 387	2 189	-8,3%	-31,9%	
Obligations	3 758	3 310	3 057	1 782	605	576	481	364	245	-32,8%	-59,5%	
OPCVM monétaires	14 345	14 861	12 232	14 011	13 911	14 908	14 947	17 497	16 585	-5,2%	19,2%	
OPCVM non monétaires	19 651	26 559	29 965	27 940	31 753	31 118	27 078	23 028	21 903	-4,9%	-31,0%	
Contrats d'assurance-vie	22 861	30 484	34 302	39 912	44 040	44 305	45 158	45 773	46 764	2,2%	6,2%	
<b>TOTAL</b>	<b>346 165</b>	<b>376 474</b>	<b>384 554</b>	<b>414 493</b>	<b>451 343</b>	<b>452 552</b>	<b>467 668</b>	<b>468 489</b>	<b>473 718</b>	<b>1,1%</b>	<b>5,0%</b>	

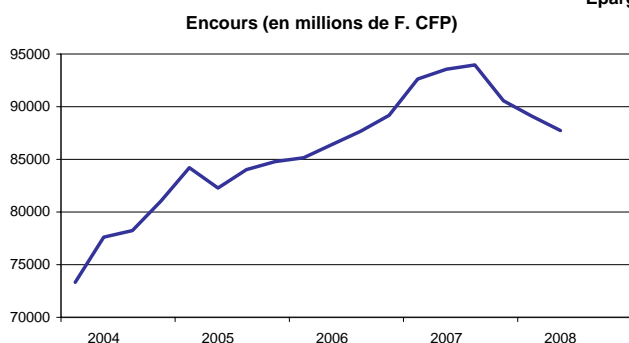
Dépôts locaux



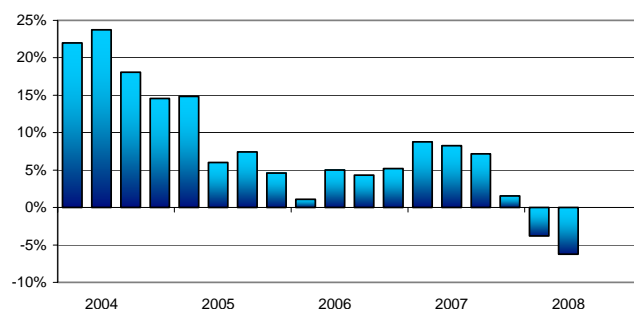
Variations sur un an



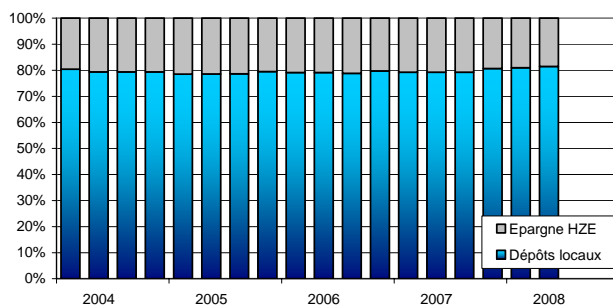
Epargne HZE



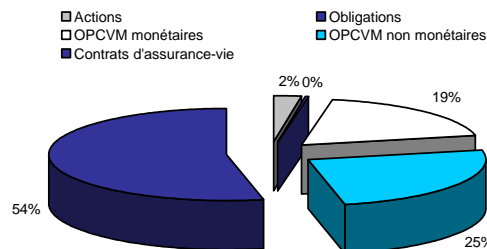
Variations sur un an



Répartition dépôts locaux / épargne HZE

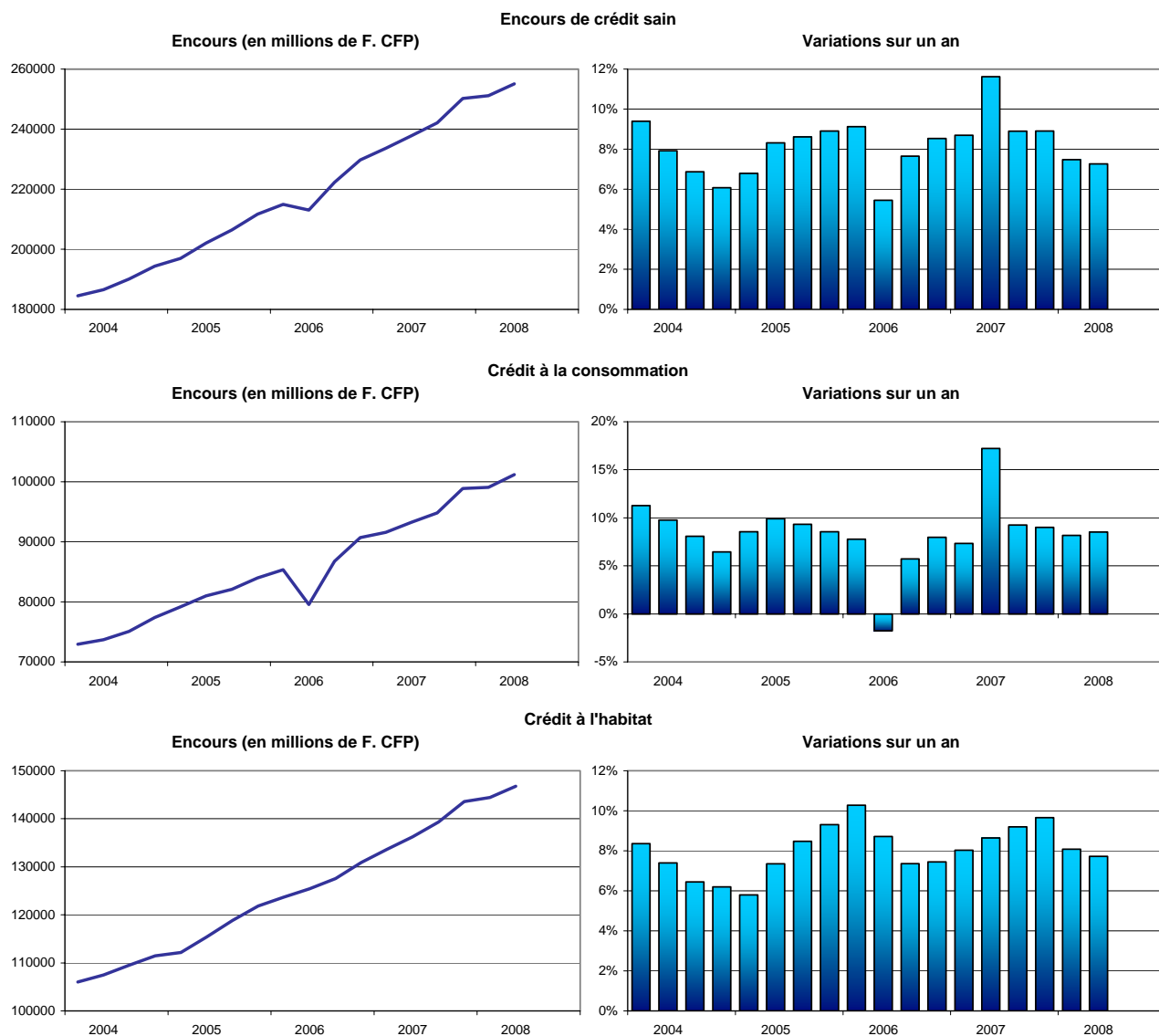


Répartition de l'épargne HZE  
juin-08

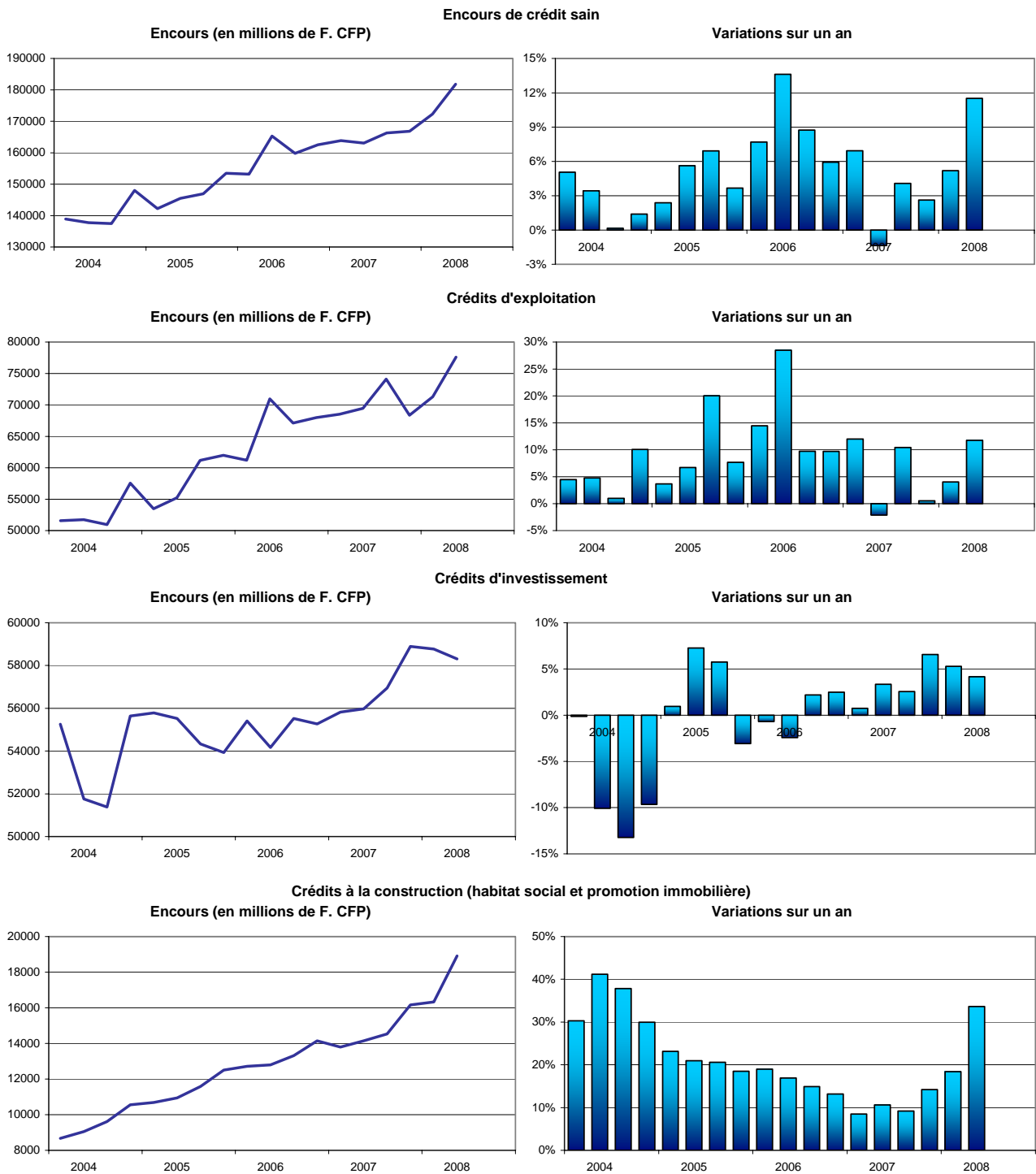




## L'endettement des ménages

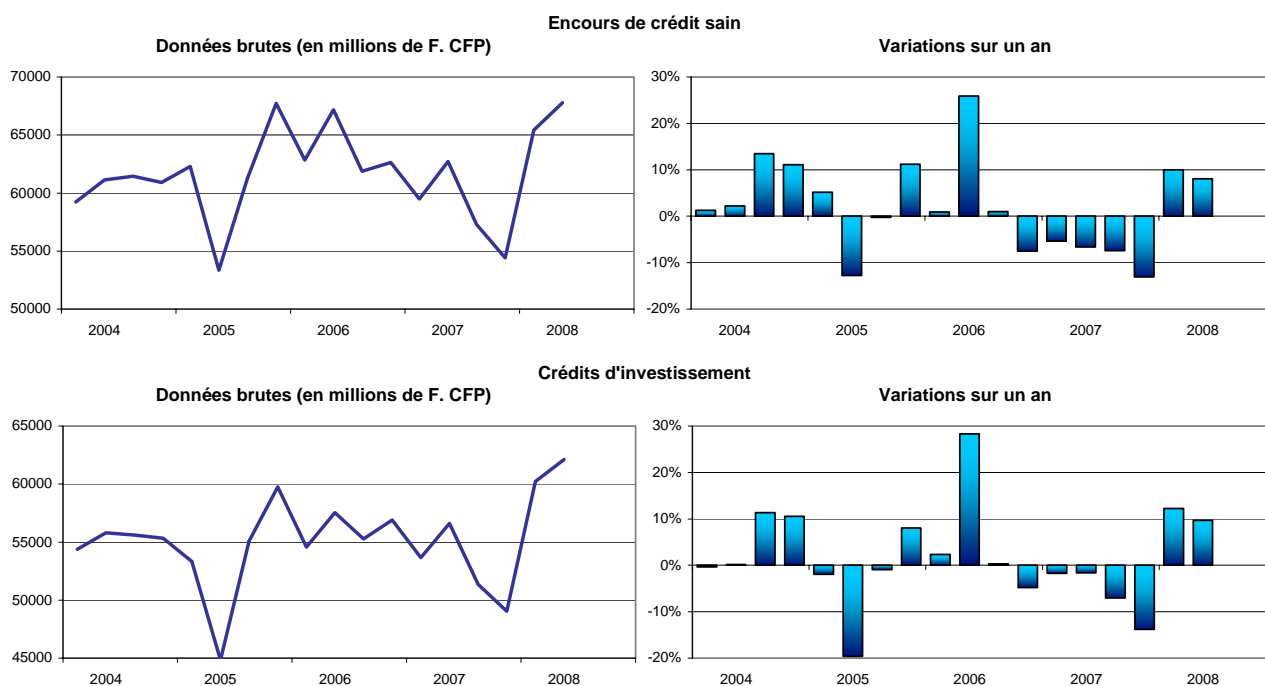


## L'endettement des entreprises



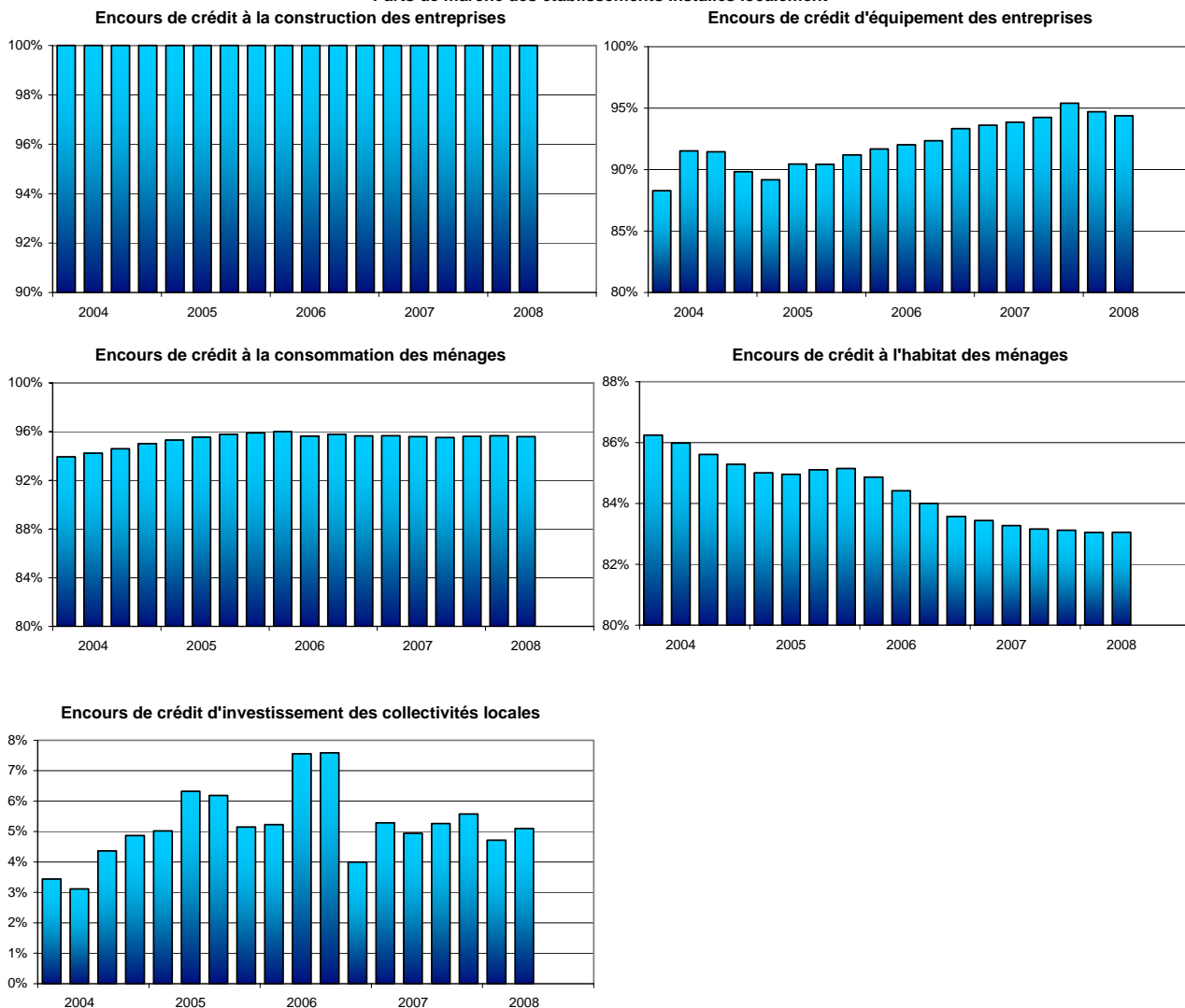


## L'endettement des collectivités locales





## Parts de marché des établissements installés localement

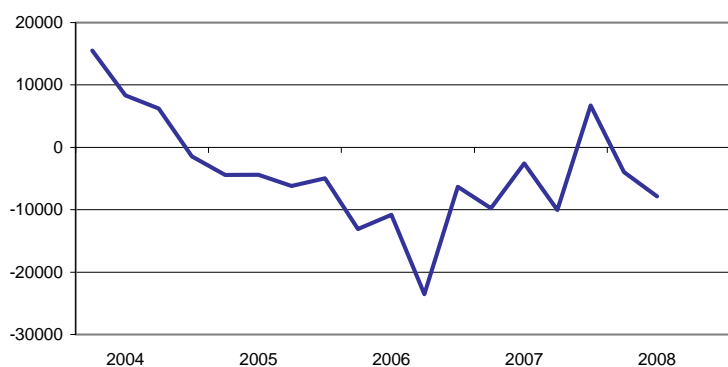


## 4. Le financement des crédits bancaires

### 4.1 L'équilibre emploi-ressources

Equilibre emplois - ressources	Montants en millions de XPF										Variations	
	juin-03	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	1 trim	1 an	
<b>Emplois</b>	<b>329 121</b>	<b>345 574</b>	<b>362 188</b>	<b>404 584</b>	<b>425 392</b>	<b>434 760</b>	<b>446 782</b>	<b>450 274</b>	<b>463 354</b>	<b>2,9%</b>	<b>8,9%</b>	
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Crédits bruts	295 586	327 892	354 875	392 737	412 918	419 929	429 326	435 616	448 762	3,0%	8,7%	
Réserves obligatoires et libres	11 499	9 343	7 313	11 847	12 474	14 831	10 728	14 658	14 592	-0,5%	17,0%	
Position extérieure nette des EC (si positive)	22 037	8 339	0	0	0	0	6 728	0	0			
<b>Ressources</b>	<b>329 121</b>	<b>345 574</b>	<b>362 188</b>	<b>404 584</b>	<b>425 395</b>	<b>434 760</b>	<b>446 782</b>	<b>450 274</b>	<b>463 354</b>	<b>2,9%</b>	<b>8,9%</b>	
Dépôts collectés (- encaisses)	275 123	289 396	291 937	314 660	343 929	346 402	365 299	365 341	372 471	2,0%	8,3%	
Ressources propres - Valeurs immobilisées	37 618	37 050	39 230	43 902	47 728	49 271	47 082	47 576	49 647	4,4%	4,0%	
Excédent des opérations diverses des EC	12 476	14 097	20 515	28 685	25 167	25 507	29 796	30 927	30 533	-1,3%	21,3%	
Réescompte	3 904	5 032	6 131	6 505	6 004	3 544	4 605	2 465	2 873	16,6%	-52,1%	
Position extérieure nette des EC (si négative)	0	0	4 375	10 831	2 566	10 036	0	3 965	7 829	97,5%	205,1%	

Position extérieure nette (en millions de F. CFP)

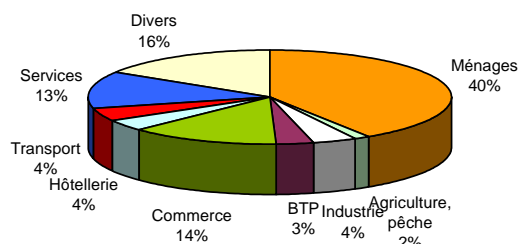


### 4.2 Le réescompte

Cotation et réescompte	Montants en millions de XPF										Variations	
	juin-03	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	1 trim	1 an	
<b>Cotation</b>												
Nombre d'entreprises cotées	3 825	4 025	4 386	4 591	4 745	5 136	5 242	4 392	4 457	1,5%	-6,1%	
Nombre d'entreprises cotées et éligibles	1 403	1 579	1 657	1 741	1 495	1 000	1 250	1 316	1 575	19,7%	5,4%	
Taux d'éligibilité	37%	39%	38%	38%	32%	19%	24%	30%	35%			
<b>Refinancement</b>	<b>5 290</b>	<b>6 432</b>	<b>7 694</b>	<b>7 693</b>	<b>6 004</b>	<b>3 544</b>	<b>4 605</b>	<b>5 173</b>	<b>5 080</b>	<b>-1,8%</b>	<b>-15,4%</b>	
Engagements à court terme	2 163	2 414	2 363	2 445	2 660	1 376	2 036	2 219	2 311	4,1%	-13,1%	
Engagements à moyen terme	3 127	4 018	5 331	5 248	3 344	2 168	2 570	2 953	2 769	-6,2%	-17,2%	

## 5. Les engagements sectoriels

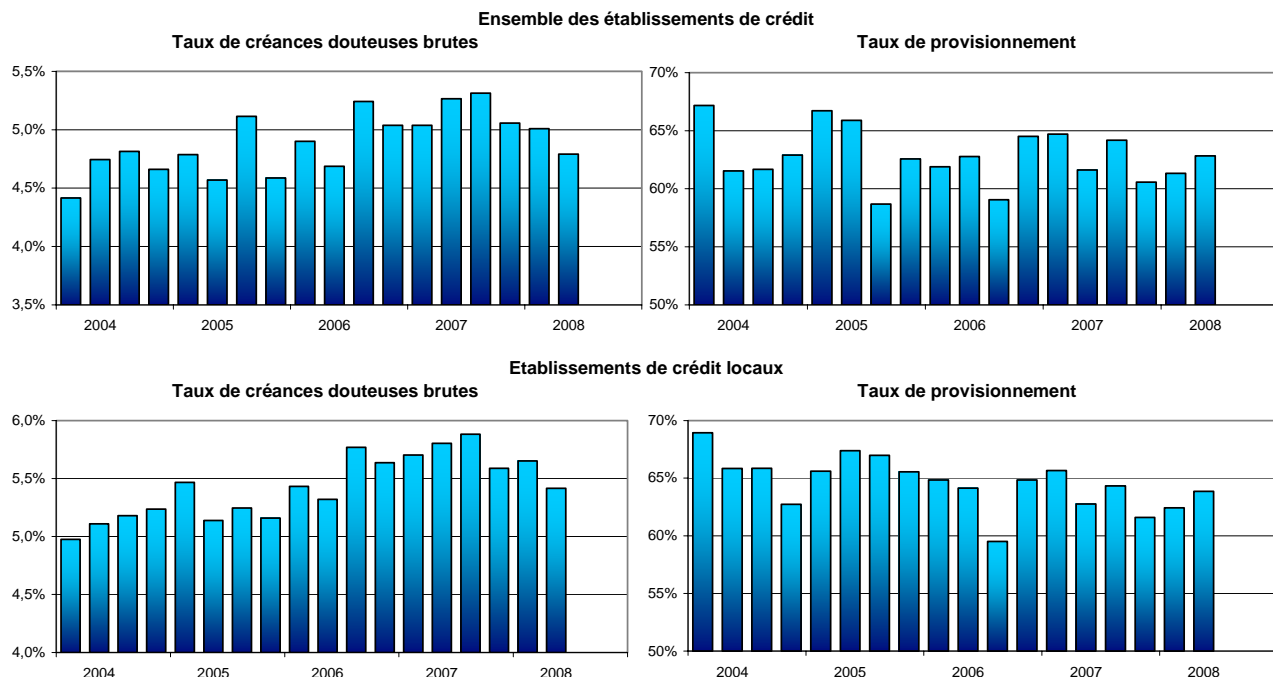
Répartition des engagements par secteur



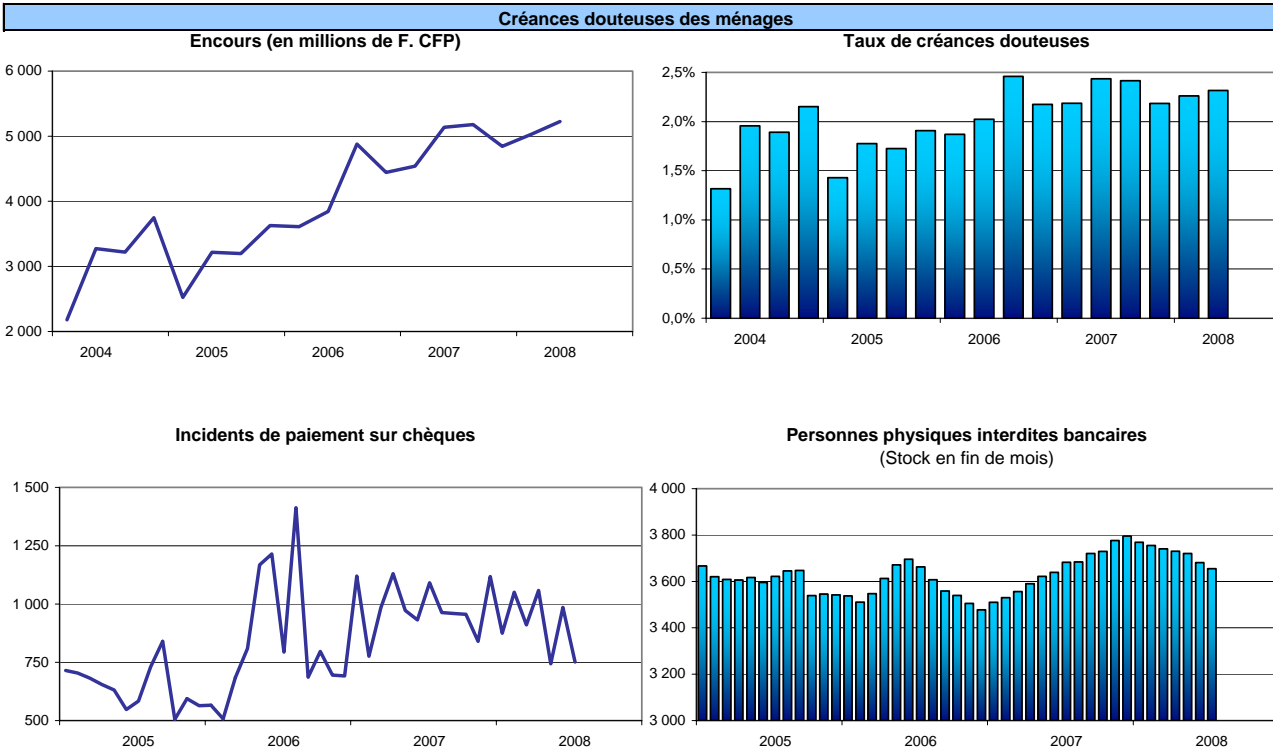
**NB :** Le présent graphe est à apprécier avec précaution compte tenu du caractère partiel d'un certain nombre de déclarations collectées par le Service Central des Risques.

6. Les indicateurs de vulnérabilité

6.1 Les indicateurs globaux

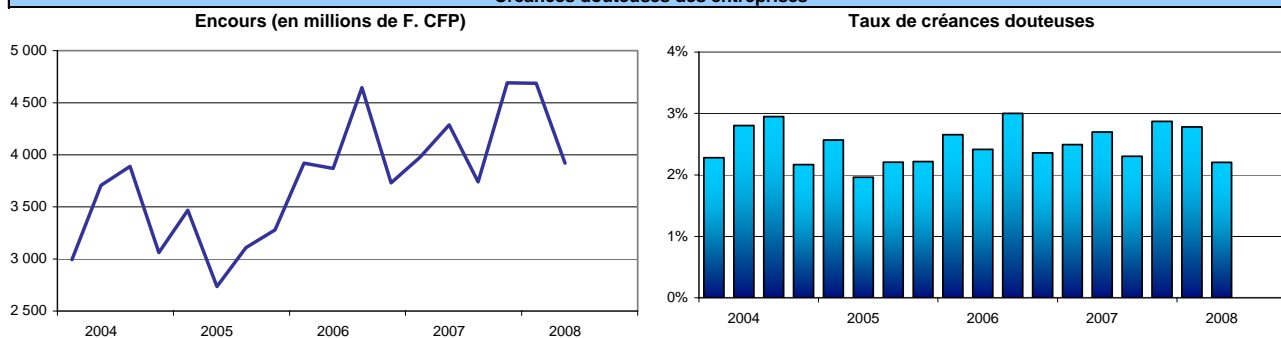


6.2 La vulnérabilité des ménages



## 6.3 La vulnérabilité des entreprises

### Créances douteuses des entreprises



## 7. Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs										Variations	
	juin-03	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	1 trim	1 an
<b>En nombre</b>	<b>2 817 436</b>	<b>2 873 024</b>	<b>2 978 700</b>	<b>3 030 886</b>	<b>3 063 770</b>	<b>3 132 669</b>	<b>3 348 216</b>	<b>3 090 543</b>	<b>3 176 435</b>	<b>2,8%</b>	<b>3,7%</b>
Chèques	1 598 229	1 564 537	1 587 000	1 541 084	1 515 027	1 523 533	1 581 302	1 466 328	1 514 572	3,3%	0,0%
Virements	327 067	351 080	370 146	375 335	411 239	423 901	452 698	426 536	439 202	3,0%	6,8%
Effets et avis de prélèvements	365 916	370 105	385 218	434 756	429 734	455 475	494 032	469 212	476 682	1,6%	10,9%
Opérations monétiques	482 731	544 926	597 891	629 984	654 400	679 136	772 801	682 339	700 035	2,6%	7,0%
Autres	43 493	42 376	38 445	49 727	53 370	50 624	47 383	46 128	45 944	-0,4%	-13,9%
<b>En millions de F CFP</b>	<b>221 589</b>	<b>236 796</b>	<b>237 399</b>	<b>242 211</b>	<b>271 118</b>	<b>285 429</b>	<b>303 431</b>	<b>267 939</b>	<b>283 974</b>	<b>6,0%</b>	<b>4,7%</b>
Chèques	117 170	123 481	120 892	117 141	128 882	138 925	140 130	123 677	128 856	4,2%	0,0%
Virements	87 134	94 877	96 841	103 353	118 705	123 644	138 323	120 740	131 493	8,9%	10,8%
Effets et avis de prélèvements	10 876	11 610	11 937	13 465	14 051	14 408	15 592	15 320	14 995	-2,1%	6,7%
Opérations monétiques	4 531	4 993	5 726	6 090	7 008	6 470	7 446	6 250	6 501	4,0%	-7,2%
Autres	1 879	1 835	2 003	2 161	2 472	1 982	1 940	1 953	2 128	9,0%	-13,9%

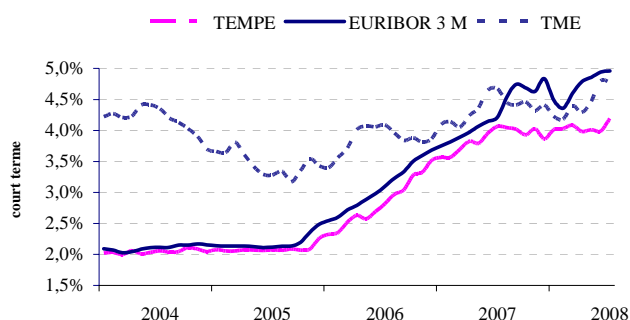
## 8. Rappel des taux

### 8.1 Les taux réglementés

TAUX D'INTERVENTION DE L'IEOM	
Taux de la facilité de dépôt	2,00%
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	3,00%
Taux de réescompte des prêts bancaires au logement	3,00%
Taux de la facilité de prêt marginal	5,00%
Taux de l'escompte de chèque	5,00%

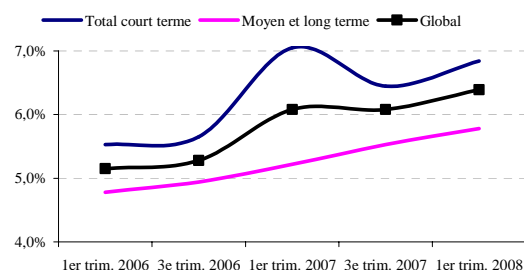
TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2006 (JORF du 07/02/2006)	2,11%
ANNEE 2007 (JORF du 21/02/2007)	2,95%
ANNEE 2008 (JORF du 23/02/2008)	3,99%

### 8.2 Les principaux taux de marché



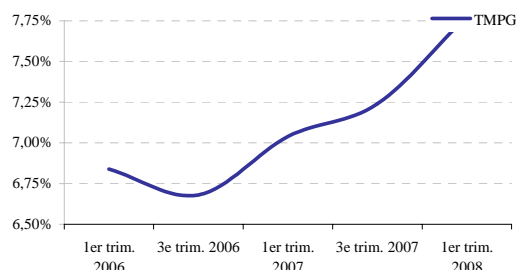
### 8.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises

	1er trim. 2006	3e trim. 2006	1er trim. 2007	3e trim. 2007	1er trim. 2008	Variation annuelle
Total court terme	5,53%	5,65%	7,05%	6,45%	6,84%	-21 pb
Moyen et long terme	4,78%	4,94%	5,22%	5,53%	5,78%	56 pb
Global	5,15%	5,28%	6,08%	6,08%	6,39%	31 pb



### 8.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers

	1er trim. 2006	3e trim. 2006	1er trim. 2007	3e trim. 2007	1er trim. 2008	Variation annuelle
Prêts immobiliers	5,29%	5,14%	5,34%	5,52%	5,98%	64 pb
Prêts immobiliers relais	5,33%	5,56%	-	5,23%	5,99%	-
Prêts personnels <181920 FC FP	13,78%	10,57%	14,58%	14,48%	11,80%	-278 pb
Découverts	9,02%	8,17%	9,30%	9,00%	9,34%	4 pb
Prêts personnels >181920 FC FP	7,24%	7,52%	7,46%	7,74%	8,45%	99 pb
TMPG	6,84%	6,68%	7,04%	7,24%	7,78%	74 pb



### 8.5 Taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

Les dispositions métropolitaines sur l'usure ont été étendues aux collectivités d'outre-mer du Pacifique par ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006. Dès lors, les modifications suivantes ont été apportées au code monétaire et financier :

- l'article 32 de la loi n°2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique, supprimant le délit d'usure pour les contrats de prêt conclu avec des personnes morales pour des raisons professionnelles ;
- l'article 7 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, supprimant le délit d'usure pour les prêts consentis à une personne physique agissant pour des besoins professionnels.

## Conjoncture financière et bancaire

Les taux de l'usure demeurent donc applicables pour les seuls prêts aux particuliers et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Un taux de l'usure sur les découverts en compte reste toutefois applicable aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

<i>Particuliers</i>	3e trim. 2007	4e trim. 2007	1er trim. 2008	2e trim. 2008	3e trim. 2008
<b>Prêts immobiliers</b>					
- Prêts à taux fixe	6,63%	7,14%	7,12%	7,25%	7,31%
- Prêts à taux variable	6,72%	7,05%	7,05%	7,16%	7,19%
- Prêts relais	6,53%	7,00%	7,00%	7,25%	7,24%
<b>Autres prêts</b>					
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 XPF	20,49%	20,88%	20,88%	20,60%	20,76%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 XPF	19,80%	20,16%	20,16%	20,48%	20,51%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 XPF	9,04%	9,38%	9,38%	9,60%	9,68%
<b><i>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i></b>	<i>3e trim. 2007</i>	<i>4e trim. 2007</i>	<i>1er trim. 2008</i>	<i>2e trim. 2008</i>	<i>3e trim. 2008</i>
Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	10,92%	11,49%	11,53%	11,39%	11,31%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	6,95%	7,51%	7,64%	7,39%	7,47%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	7,09%	7,33%	7,64%	7,73%	7,76%
Découverts en compte commission de plus fort découvert exclue)	14,48%	14,61%	14,71%	14,29%	14,25%
Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	9,49%	9,72%	9,67%	9,84%	9,68%
<b><i>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i></b>	<i>3e trim. 2007</i>	<i>4e trim. 2007</i>	<i>1er trim. 2008</i>	<i>2e trim. 2008</i>	<i>3e trim. 2008</i>
Découverts en compte	14,48%	14,61%	14,71%	14,29%	14,25%



Directeur de la publication : Yves BARROUX  
Responsable de la rédaction : Frédéric d'HANENS  
Editeur : IEOM - Etablissement public  
Achevé d'imprimer le 2 septembre 2008  
Dépôt légal : 2 septembre 2008 - N° ISSN 0296-3108

\*\*\*\*\*

**INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER**

Agence de Polynésie française  
21 rue du Docteur CASSIAU – BP 583 - 98713 PAPEETE  
Tél. : (689)506500 – Télécopie : (689)506503  
**Site Internet : [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)**

## *Coordonnées du siège*



### **IEOM**

5, rue Roland Barthes  
75598 PARIS CEDEX 12  
tél : (33) 1 53 44 41 41  
Fax : (33) 1 43 47 51 34  
contact@ieom.fr



## *Coordonnées des agences*



### **Agence de la Nouvelle-Calédonie**

19, rue de la République  
BP 1758  
98845 Nouméa Cedex

E-mail : [agence@ieom.nc](mailto:agence@ieom.nc)  
Tél. : (687) 27.58.22  
Fax : (687) 27.65.53



### **Agence de la Polynésie française**

21, rue du Docteur Cassiau  
BP 583  
98713 Papeete RP

E-mail : [direction@ieom.pf](mailto:direction@ieom.pf)  
Tél. : (689) 50.65.00  
Fax : (689) 50.65.03



### **Agence de Wallis-et-Futuna**

BP G-5 - Mata'Utu  
98600 Uvea  
Wallis-et-Futuna

E-mail : [ieomwf@wallis.co.nc](mailto:ieomwf@wallis.co.nc)  
Tél. : (681) 72.25.05  
Fax : (681) 72.20.03